



OCHA

Nations Unies · Bureau
de la coordination des
affaires humanitaires

La coordination sauve des vies



Credit photo OCHA/ Vicky Prekabo

NORD KIVU
RD CONGO

RAPPORT HUMANITAIRE MENSUEL

AOUT 2012

- Tensions armées, attaques et criminalité dans plusieurs territoires qui ont mené à de nouvelles vagues de déplacements, particulièrement dans le Masisi et le Lubero.
- Malgré l'accès humanitaire dû à l'insécurité, les partenaires humanitaires ont délivré de l'aide à des milliers de ménages vulnérables.

I. CONTEXTE GENERAL ET SITUATION SECURITAIRE

Malgré la trêve observée entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et le M23 dans le Territoire de Rutshuru, la crise que connaît la Province du Nord-Kivu depuis le mois d'avril n'a pas connu d'amélioration notable au cours du mois d'août. Malgré des retours signalés dans certains territoires, les déplacements se sont poursuivis suite à l'activisme des groupes armés et aux opérations des FARDC contre ces derniers. Au 25 août, le Nord-Kivu comptait 719 301 personnes déplacées internes depuis janvier 2009. A l'instar du mois de juillet, les attaques perpétrées contre les populations et les affrontements dans plusieurs territoires de la Province ont également eu pour conséquence une limitation de l'accès humanitaire. Confrontés à des contraintes sécuritaires, logistiques et financières, les partenaires humanitaires ont néanmoins poursuivis leurs activités où les conditions le permettaient afin de venir en aide aux personnes les plus vulnérables.

De nouvelles vagues de déplacements en provenance notamment du groupement de Rugari (Rutshuru) et de Kibumba ont été signalées sur le site de Kanyaruchinya, avec des populations redoutant l'insécurité et tensions qui prévalent dans ces zones. Des exactions contre les civils, imputables aux hommes armés non identifiés sont fréquemment rapportées sur le tronçon routier Kibumba – Rugari – Rumangabo.

Au niveau Provincial, la saison agricole A 2012 a été en grande partie perdue, les populations n'ayant pas pu récolter leurs champs et ces derniers ayant été pillés par les hommes armés. Par ailleurs, pour parer aux risques d'insécurité alimentaire, les partenaires s'organisent pour venir en aide aux populations retournées en vue de garantir la prochaine saison culturale.

Dans le Territoire de Masisi, le mois d'août a été marqué par la montée de la tension interethnique entre différentes communautés suite aux affrontements qui ont opposé à Luke, et dans les groupements Ufamandu, les Raïa Mutomboki et la coalition FDLR-Nyatara, ainsi que les FDC aux Nyatara-FDLR dans les groupements de Nyamaboko I et II. Ces affrontements ont entraîné des déplacements massifs des populations des villages touchés par les attaques.

Les territoires de Beni et de Lubero ont été marqués par la poursuite de l'activisme des groupes armés, des attaques à

répétition et ciblées des villages, le vol de récoltes dans les champs des paysans, la hausse de criminalité dans les grandes agglomérations et le braquage des véhicules dont ceux appartenant aux organisations humanitaires.

Dans le Territoire de Beni, l'accès aux champs reste depuis plusieurs mois une préoccupation majeure en termes de protection des populations et de sécurité alimentaire dans différentes localités longeant l'axe Beni – Oïcha – Eringeti. Cet axe se trouve sous le contrôle de plusieurs groupes armés parmi lesquels les membres du groupe de l'Allied Democratic Force (ADF), un groupe armé ougandais influant dans la zone.

De même, la prise en charge médicale des cas de choléra dans la zone de santé de Mutwanga demeure un besoin non couvert. Les malades vulnérables et dépourvus de moyens financiers n'accèdent pas aux soins.

Au sud du Territoire de Lubero, la réhabilitation de la route Kasisi – Bukununu, longue de 15 km (au sud-ouest) a été identifiée par la communauté humanitaire comme prioritaire pour faciliter le désenclavement de la zone et l'accès à près de 35 000 habitants, victimes à plusieurs reprises de conflits armés et déplacements multiples. De plus, la persistance depuis le mois de mars de cette année, de la fièvre aphteuse bovine préoccupe la communauté locale. Au début du mois d'août, 44 bêtes sont mortes sur 128 bêtes, soit un taux de mortalité de 34%.

Les Ministres de la Défense des pays de la Conférence Internationale de la région des Grands Lacs (CIRGL) se sont réunis les 7 et 8 août à Kampala, en Ouganda. Des mesures et recommandations ont été mises en place parmi lesquelles : un sous-comité de Ministres composé de l'Angola, le Burundi, la République Populaire du Congo, la RDC, le Rwanda, l'Ouganda et la Tanzanie avec mandat de proposer des mesures sur la cessation des combats à l'est de la RDC ; des mécanismes conjoints de vérification et le centre conjoint de fusion des renseignements ; et la création d'un Fonds Humanitaire pour venir en aide aux victimes de la crise humanitaire dans la région.

L'accalmie relative observée dans le Territoire de Walikale a favorisé des mouvements de retour estimé à 20 659 ménages sur l'ensemble des localités des axes Nyasi-Itebero, Ngora-Mpofi – Kibua et Mubi-Ndjingala.

II. MOUVEMENTS DE POPULATIONS

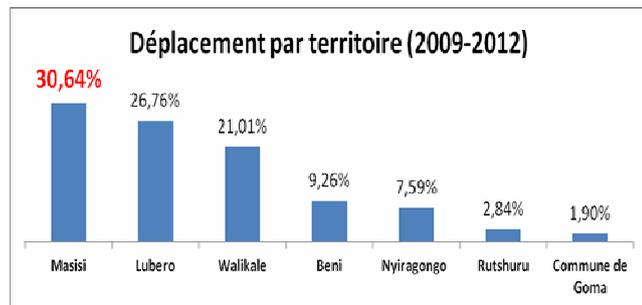
1. DEPLACEMENT

Au 25 août 2012, la Province du Nord-Kivu présente un effectif de **719 301** personnes déplacées depuis janvier 2009. Comparé à l'effectif du mois de juillet (**656 174**), on constate une

augmentation d'effectifs de **63 127** personnes (soit **9,6%**). Pour rappel, plus de 260 000 nouvelles personnes se sont déplacées depuis le début de la crise actuelle en avril 2012.

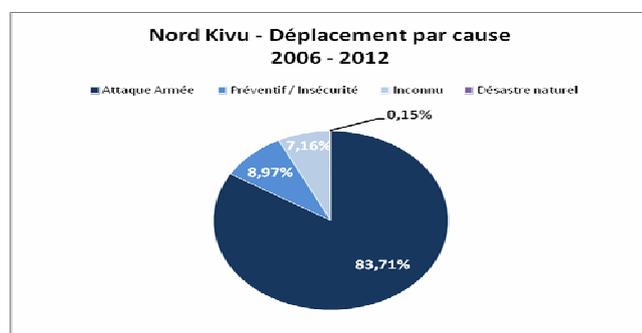
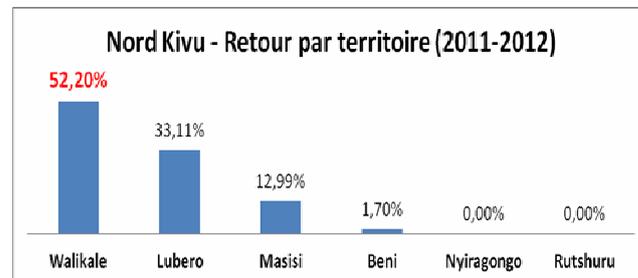
Cet accroissement est consécutif à l'intégration des déplacés de Kanyaruchinya (Territoire de Nyiragongo) dans la base de

données, à la mise à jour de données sur le déplacement suite à la mission d'évaluation réalisée par Solidarités International dans le cadre du programme de Réponse rapide aux mouvements de populations (RRMP), du 1^{er} au 12 août 2012 dans le Territoire de Walikale, et aux nouveaux déplacements constatés en Province du Nord-Kivu, suite à de multiples incidents sécuritaires et agressions armées.



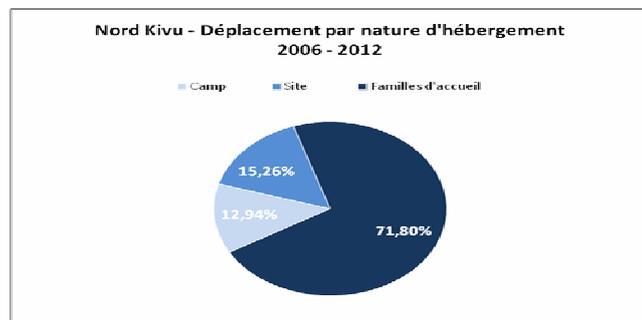
de l'activisme des groupes armés reste le facteur majeur empêchant le retour de déplacés dans leur milieu d'origine.

Comme le montre le graphique ci-dessous, au cours des 18 derniers mois, le Territoire de Walikale est celui enregistrant plus de 52,20% des retours totaux, suivis par Lubero (33,11%), Masisi (12,99%) et Beni (1,70%) :



BENI – LUBERO

L'insécurité qui persiste dans les zones de provenance des déplacés n'a pas permis à ces derniers d'y retourner. De même, la société civile de Beni et le comité de déplacés d'Oicha ont rapporté des cas d'enlèvement de personnes qui ont tenté de fréquenter leurs champs malgré l'insécurité qui y règne. Le retour de certains déplacés, accueillis à Kantine, au sud-ouest de Beni, en provenance du Territoire de Mambasa, en Province Orientale, demeure également difficile en raison de la persistance de l'activisme des groupes armés au sud du District de l'Ituri (Province Orientale).



WALIKALE

Les évaluations effectuées par Solidarités International, partenaire RRMP, du 1^{er} au 12 août 2012, sur les axes Walikale – Kibua, Walikale – Ndjingala et Walikale – Itebero, ont permis de constater le retour de populations dans ces zones suite à la reprise de l'axe Walikale – Kibua par les FARDC depuis juillet dernier. On note le retour d'environ 20 659 ménages, soit près de 103 295 personnes enregistrées entre mai et août 2012. La plupart des retournés avaient fui vers les forêts et brousses environnantes par crainte des opérations FARDC contre Cheka sur l'axe Mpopi – Kibua et les affrontements entre Cheka et FDLR dans les localités situées au nord de Mpopi et Kibua.

Toutefois, la localité de Kanyama, située entre Osokari et Biruwe, sur l'axe Kisangani (nord-ouest) du Chef-lieu du Territoire de Walikale, reste encore vide de sa population. Celle-ci redoute notamment les éventuelles repréailles des FARDC après les affrontements survenus en mi-juillet 2012 entre ces dernières et les Raia Mutomboki.

2. RETOUR

Depuis mars 2011 au 25 août 2012, 263 464 personnes sont retournées dans leurs milieux d'origine. On constate une augmentation du nombre de retournés dans la province, suite notamment à l'intégration dans la base de données d'effectifs mis à jour à l'issue de la mission d'évaluation réalisée par Solidarités International, dans le cadre du programme RRMP, du 1^{er} au 12 août 2012 dans le Territoire de Walikale. Toutefois, l'insécurité causée par les affrontements armés et la persistance

III. ACCES, BESOINS, REPONSE ET GAPS HUMANITAIRES

Accès humanitaire

L'accès humanitaire au mois d'août n'a pas connu d'amélioration significative. Les mouvements et interventions des partenaires

du Nord-Kivu ont continué à être limités, voire bloqués, dans de nombreuses zones suite à l'insécurité et au mauvais état des infrastructures routières.

Dans le Territoire de Rutshuru, il n'y a pas eu de nouveaux

affrontements entre FARDC et rebelles du M23. Une accalmie a été observée durant la quasi-totalité du mois d'août pendant que plusieurs forums et sommets visaient à trouver des solutions dans la crise à l'est de la RDC. Néanmoins, les groupes armés évoluant hors des zones d'affrontements, notamment sur les axes Rwindi – Kibirizi – Bambo, Kiwanja – Ishasha, Kiwanja – Rwindi – Kanyabayonga, Kalengera – Tongo et Kikuku – Kanyabayonga (nord de Rutshuru), ont profité de l'absence des FARDC et mené de nombreuses exactions contre la population telles que vols, pillages, braquages de véhicules, viols, etc. Cependant, la plupart des cas de braquages de véhicules survenus en août ont eu lieu dans la zone tampon, entre les positions FARDC à Mayi Moto et celles du M23 à Mabenga.

Dans le Territoire de Beni, la sécurité dans la région d'Oicha et Eringeti est restée fortement problématique notamment à cause de l'activisme d'éléments présumés ADF. Les populations ne peuvent plus se rendre aux champs sans risquer d'être enlevées ou tuées. Ces nombreux problèmes de protection inquiètent les humanitaires qui éprouvent également des difficultés à accéder à ces personnes.

La zone de Kainama, au nord-est du Territoire de Beni est restée depuis plusieurs mois inaccessible suite à l'état défectueux de la route qui la relie à Eringeti. Il en est de même pour la nouvelle zone de santé de Kamango qui est inaccessible à partir de Mbau. Le seul moyen d'y accéder est de passer par l'Ouganda. De plus, la circulation entre Beni et Butembo a été perturbée à partir du 27 août sur le tronçon d'un kilomètre suite à la détérioration de la route par les eaux de pluies à la hauteur de Maboya, à 30 km de Beni. Les véhicules passent des heures d'attente et des manœuvres pour franchir cet espace.

Dans le Territoire de Lubero, l'insécurité a persisté au sud où des bandits et groupes armés ont tendu des embuscades contre les véhicules. Les membres du personnel de deux organisations humanitaires ont été victimes de braquages sur les axes Miriki et Mbwavinwa.

A l'initiative de l'autorité administrative de Biambwe et de la société civile, la population de cette localité a entrepris depuis le 10 août, des travaux de réhabilitation du tronçon routier d'Itendi à Biambwe, long de 10 km, sur la route de Butembo à Mangurejipa, au nord-ouest du Territoire avec un financement local. Les véhicules légers continuent à circuler dans la zone.

Au sud du Territoire de Masisi, des affrontements entre les FARDC et les Raia Mutomboki d'une part, et les Raia Mutomboki et la coalition Nyatura-FDLR d'autre part ont impacté directement sur les populations locales et réduit la capacité des humanitaires à accéder à ces dernières. Cette situation n'a pas facilité les évaluations multisectorielles programmées dans la zone de Luke et a également retardé l'assistance planifiée dans la zone de Katoyi. L'insécurité qui prévaut dans cette région depuis quelques mois préoccupe la communauté humanitaire où de nombreux besoins y ont été identifiés.

Par ailleurs, dans la zone de Kitchanga, des affrontements à répétition entre APCLS et FARDC sur l'axe Kashuga – Kalembe – Pinga rapportés au début du mois d'août ont poussé la population à de nombreux mouvements sur les localités de l'axe précité et vers les forêts environnantes, rendant difficile l'assistance humanitaire et le maintien régulier des projets dans

la zone. Au niveau logistique, la dégradation des routes secondaires (Mohongozi - Mpati, Mokoto – Kibarizo et Kitchanga - Bishusha) ne permet plus l'acheminement de l'aide aux vulnérables déplacés et retournés qui se trouvent dans ces zones.

Abris et biens non alimentaires (NFI)

Les membres du Cluster ont reçu de nombreuses alertes liées aux déplacements rapportés ce mois-ci dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Walikale. Ces événements ont aggravé la situation humanitaire déjà précaire et ont également augmenté des besoins non couverts. Les ressources du cluster demeurent limitées face aux besoins en NFI à couvrir, les partenaires ont éprouvé des difficultés pour assister les retournés de la partie Est du Territoire de Rutshuru.

Par ailleurs, suite aux contraintes logistiques et sécuritaires, les membres du cluster ont accédé difficilement à certains bénéficiaires.

Ci-après, les principales interventions réalisées au mois d'août par les membres du Cluster en réponses aux gaps identifiés préalablement :

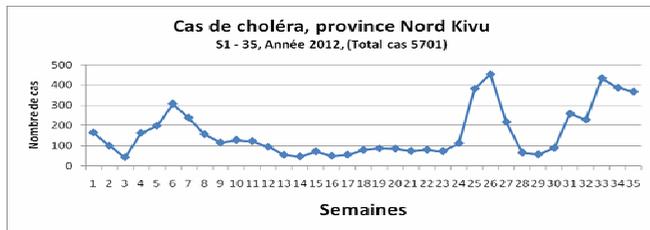
- Distribution de NFI (kits standards) par la Caritas sur l'axe Kirotshe – Bweremana, à 1 256 ménages à Bweremana, 643 à Kituva, 221 à Kiluku, 174 à Kabase et 415 à Kashenda (Territoire de Masisi).
- Distribution par l'Armée du salut de 1 800 bâches à Mugunga III.
- Distribution par l'ONG AIDES de sticks et cordes en faveur de 692 ménages à Mugunga III.
- Organisations des foires aux NFI par Solidarités International, programme RRMP, au profit de 2 089 ménages déplacés sur l'axe Mubi – Boboro, en Territoire de Walikale.
- Distribution conjointe de NFI (kits standards) par Solidarités International et Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) en faveur de 4 168 aux ménages déplacés dans le site de Kanyaruchinya, en Territoire de Nyiragongo.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

5 701 cas de choléra ont été notifiés du 1^{er} janvier au 2 septembre dans la Province du Nord-Kivu dont 3 382 cas de plus de cinq ans. Ce chiffre est de loin supérieur à ceux des deux dernières années. Ceci est principalement lié aux mouvements de population qui ont facilité la propagation de l'épidémie notamment dans le Territoire de Rushuru.

Par ailleurs, dans les zones endémiques (Goma/Karisimbi, Kirotshe et Mweso), le Cluster a mis en place un système de contrôle et de prise en charge de cette épidémie.

Depuis la semaine 30, la zone de santé de Karisimbi a notifié des cas suspect de choléra parmi les déplacés de Kanyaruchinya. Les aires de santé les plus touchées sont : Bujovu, Kanyaruchinya (75% d'enfants de moins de 5 ans et 80% de femmes parmi les adultes), Kiziba et Majengo.



Ci-après, quelques interventions menées par les partenaires au cours du mois d'août :

- Construction par World Vision International (WVI) de 330 latrines d'urgence et de 90 douches ; creusage de trois fosses à ordures et distribution de 20 kits d'hygiène à Kanyaruchinya.
- Approvisionnement en eau via le système de water trucking par Oxfam-GB (300 m³ par jour) ; construction de 200 latrines et de 70 douches (fonds CERF) sur le site de Kanyaruchinya.
- Construction de 48 portes de latrine, 24 douches et 6 trous à ordures par Norwegian Church Aid (NCA) à Kanyaruchinya, poursuite de la promotion à l'hygiène dans le site de la rive droite (fonds CERF).
- Fourniture de l'eau à Mugunga et les quartiers environnants par ASAF ; Poursuite des activités à Karisimbi dans le cadre de la réponse choléra (financement CERF) ; poursuite avec Mercy Corps des activités Wash dans les zones périphériques de la ville de Goma.
- Poursuite par Mercy Corps des activités d'extension du réseau Regideso Goma (branchement des quartiers Majengo – Katoyi et Kasika et du réservoir de Bushara de 700 m³).
- Gestion de 36 points de chloration à Goma et de 11 autres à Kirotshe par Solidarités International ; construction de 35 latrines d'urgence, de 2 points de chloration supplémentaires pour prévenir le choléra à Mpati (réponse contre le choléra) ; mise en place de 30 points de chloration dans la zone de santé de Mutwanga (Lubiriyi et Mwenda) ainsi qu'un aménagement de 5 sources (programme RRMP).
- Lancement de activités d'assistance par PPSSP en faveur des retournés de Rutshuru par la distribution de Kit choléra (Bidons, sceaux et savon)

Education

En prévision de la rentrée scolaire 2012-2013, le Cluster a reçu des alertes sur les effets collatéraux d'affrontements entre les FARDC et le M23, les FARDC et les groupes armés et enfin entre différents groupes armés dans les territoires de Rutshuru, Masisi, Walikale et Lubero, lesquels ont entraîné des mouvements de population (y compris des milliers d'enfants en âge scolaire) ainsi que la destruction d'écoles. Une cartographie d'écoles et autres bâtiments scolaires détruits / et ou endommagés est en cours d'élaboration. De même, des interventions de réhabilitations de certaines écoles sont planifiées.

Par ailleurs, le Cluster est resté confronté à de gros besoins non couverts par rapport à la rentrée scolaire. Selon la Division provinciale de l'éducation, beaucoup d'élèves n'ont pas repris le chemin des écoles en raison de l'insécurité qui a prévalu dans leurs milieux d'origine. De plus, certaines écoles se trouvant dans les zones de refuge ne disposent pas des capacités d'accueil suffisantes pour les élèves déplacés, d'où l'organisation

d'une double vacation et la construction des écoles temporaires pour leur venir en aide ont été suggérées.

Ci-après, quelques interventions menées par les partenaires :

- Réinsertion des enfants déplacés et distribution de kits scolaires par AVSI à 5 172 enfants déplacés et autochtones dans 15 écoles du Territoire de Nyiragongo ; organisation des cours de rattrapage dans 12 écoles sur l'axe Walikale Centre – Mpopi.
- Appui par Alpha Ujuvi de 20 écoles en faveur de 4 629 enfants déplacés (Walikale) et de 14 écoles en faveur de 4 258 élèves déplacés (sud Lubero).
- Organisation de cours de récupération par NRC, partenaire du RRMP, en faveur de 373 enfants déscolarisés dont 343 enfants déplacés de Ngumo accueillis dans la zone de Kabasha, au sud du Territoire de Beni, de 830 enfants déplacés à Kashebere et dans 22 écoles primaires de l'axe Mubi – Ndjingala (Territoire de Walikale).

Gestion et Coordination des camps (GT CCCM)

Les priorités des membres du groupe de travail ont été orientées vers des besoins non couverts dans les 17 camps CCCM et autres sites spontanés. Ainsi, au 31 août 2012, le besoin non couvert en NFI pour ces camps CCCM (distribution et / ou renouvellement) était de l'ordre de 11 077 kits. De même, le Groupe de travail a mené des plaidoyers afin que les déplacés de ces camps CCCM et autres sites spontanés soient également assistés en vivres.

A Mugunga III, l'ONG Welthungerhilfe (WHH) a démarré les travaux d'aménagement site d'extension de six hectares (ha) sur l'ensemble de 19 ha octroyé par les autorités aux nouveaux ménages déplacés de ce camp.

Pour les activités des autres partenaires, voir les rapports des différents clusters.

Logistique

Le cluster a reçu du fonds *Central Emergency Response Fund (CERF)* pour assurer le transport routier gratuit vers les zones difficiles d'accès par les transporteurs commerciaux au Nord-Kivu. Une partie de ce fonds servira à la réhabilitation de deux axes routier suivants : Kibua–Walikale par HELPAGE et Nyakabingo – Kibarizo – Mokoto – Mhanga – Kalengera – Mpati par IEDA Relief (travaux en cours d'exécution).

Cependant, le Cluster est préoccupé par l'insuffisance de moyens alloués pour la réhabilitation des axes routiers en état de dégradation très avancée rendant ainsi difficile l'accès de la communauté humanitaire dans certaines zones de la Province. Le Territoire le plus concerné est celui de Rutshuru.

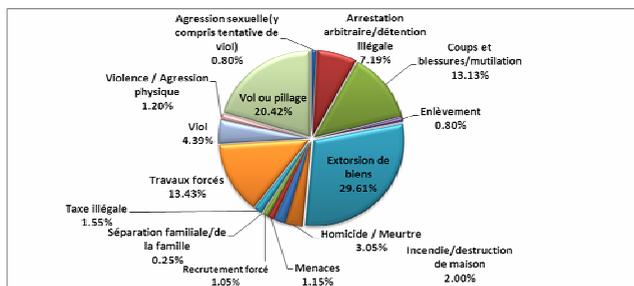
Les réhabilitations de plusieurs tronçons routiers se sont poursuivies dans la Province du Nord – Kivu, notamment le tronçons Pinga – Mutongo – Lukweti – Nyabiondo (long de 64 km) par IEDA – Relief.

Protection

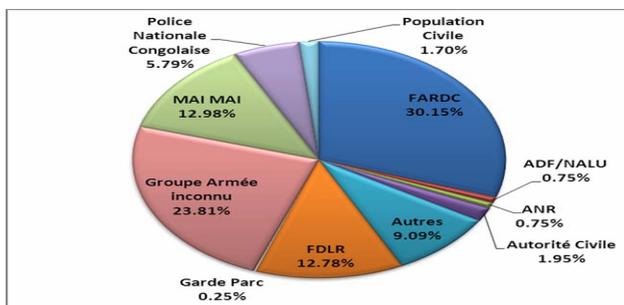
Au Nord-Kivu, 2 003 incidents de protection ont été rapportés par le monitoring protection du HCR. Il s'agit de : 561 incidents dans le Territoire de Masisi, 479 à Rutshuru, 412 à Walikale, 257 à Lubero, 244 à Beni et 50 à Nyiragongo. Comparativement au mois de juillet au cours duquel 1 757 incidents avaient été signalés, le mois d'août a connu une hausse de 12% d'incidents de protection. Cette hausse est due notamment aux affrontements entre groupes armés, à la recrudescence de l'insécurité et aux exactions de ces derniers sur la population civile. Les groupes et bandits armés en débandade, tout comme les militaires FARDC en opérations ont commis des violations des droits de l'homme dans ces entités.

Territoire	Nombres incidents
Nyiragongo	50
Beni	244
Lubero	257
Walikale	412
Rutshuru	479
Masisi	561
	2003

Comme le montre le graphique ci-dessous, les travaux forcés ont été les plus enregistrés, suivis des coups et blessures et d'autres violations.



Les principaux auteurs présumés des violations figurent dans le graphique ci-dessous. Les responsabilités des FARDC et celles de la PNC sont beaucoup plus citées dans les violations du droit à la propriété et celui des libertés de mouvement.



Depuis le 8 juillet 2012, des populations du Territoire de Rutshuru ont fui les affrontements entre les FARDC et le M23 et de nombreuses exactions commises contre de populations civiles. Trois vagues de déplacement ont été rapportées entre le 8 et le 24 juillet 2012. Un nombre considérable de ces déplacés a trouvé refuge dans le site de Kanyaruchinya (Kibati). Le 15 août, une mission inter-agences du Cluster protection s'est rendue à Kanyaruchinya et avait recommandé la relocalisation du site car ce dernier n'offre pas de conditions de viabilité (pas

d'accès à l'eau) et est situé près de la ligne de front entre les positions FARDC et celles du M23. La seule possibilité d'approvisionnement du site en eau potable est le transport de celle-ci via des camions (water trucking) car nécessitant un budget très élevé et peu fiable à long terme. De plus, en cas de reprise des affrontements, la population du site de déplacés serait fortement exposée.

Le 23 août, une autre mission inter-agences s'est rendue sur le site de Bulengo, situé de près de Mugunga III, dans la périphérie de Goma, identifié comme site possible de relocalisation de déplacés.

Santé

Le rapport du Cluster n'a pas été reçu, néanmoins voici quelques interventions menées par les partenaires au cours de ce mois :

- Formation par IEDA Relief dans le cadre du nouveau projet conjoint avec CARE et AHUSADEC, du 6 au 10 août, sur la gestion des intrants PEV à l'intention de 28 prestataires des centres de santé de Miandja, Luke, Buabo, Ngomashi, Mahanga, Bukumbirire, Katoyi, Lukweti, Luibo, Kimba, Limangi, Kasuka et Kinigi (Territoire de Masisi) ; poursuite des travaux de réhabilitation des centres de santé de Buabo et de Luke ainsi que la construction d'un CTC (centre de traitement de cholera) à Mahanga ; formation à Masisi Centre sur la gestion de la vaccination de routine et le système d'information sanitaire au profit de 30 infirmiers titulaires de 14 aires de santé de la zone de santé de Masisi ;
- Approvisionnement en médicaments par Save the Children UK (SC-UK) des centres de santé appuyés par son projet dans la Zone de santé de Masisi ;
- Appui par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) aux déplacés pour l'accès gratuit aux soins de santé secondaire à l'hôpital général de Walikale ; appui aux Centres de santé de référence de Kibua et de Kashebere (approvisionnement en médicaments pour la gratuité des soins, Kits PEP et primes au personnel soignant).

Sécurité alimentaire

Le Cluster a été confronté à une situation particulièrement préoccupante quant à la sécurité alimentaire dans la province, qui a été très fortement impactée par l'insécurité et les nombreux déplacements qui s'en sont suivis. La population qui s'est déplacée n'a pu récolter ses champs, ces derniers se trouvant à proximité des combats et ayant été pillés par les belligérants. De ce fait, la plupart des personnes déplacées ont consommé leur réserve de semences, et ne peuvent donc pas préparer la prochaine saison culturale. Les partenaires ont également rencontrés des difficultés quant à l'accès aux populations, notamment dans les zones sous contrôle des groupes armés tel que les zones de santé de Pinga (Walikale) et Mweso (Kitchanga). De plus, dans le Territoire de Lubero, des cas de fièvre aphteuse rapportés à Lubero et dans le Graben inquiètent les éleveurs.

Ci-après, quelques interventions menées par les membres du Cluster en réponses aux alertes :

- Distribution de semences (haricot et pomme de terre) par ZOA dans les aires de santé de Kasalala, Kagheri, Lubero, Kasima, Kipese, Baraka et Kirikiri (Lubero) ; distribution de 371 lapins aux ménages vulnérables les villages de Kaviru, Luseke et Katambi ; Monitoring d'attaques des cultures, de nouveaux cas des maladies et de l'évolution des prix des denrées alimentaires dans les zones d'intervention pamoja ; traitement général des animaux malades et des champs attaqués.
- Identification par Concern des champs de démonstrations pour le nouveau cycle du programme et vulgarisation des techniques avec les communautés cibles à Mahanga Centre, Kaandja, Kinyeere, Lushebere et Bonde.
- Foires aux vivres par PAM en faveur de 19 972 personnes à Eringeti et distribution des vivres à 34 500 personnes à Kanyaruchinya et à 67 500 autres dans le Territoire de Walikale ;
- Distribution par LWF de semences vivrières (21 700 kg de soja et de maïs) à 3 100 ménages retournés, déplacés et enfants malnutris dans 9 villages de la zone de santé d'Oicha en Territoire de Beni et 4 centres nutritionnels de la zone de santé de Kayna, au sud de Lubero ;
- Distribution par LUCODER d'intrants agricoles composés des houes, semences de soja, choux, poirrons, et carottes à 125 ménages retournés à Masisi Centre, Loashi et Bukombo, dans le Territoire de Masisi.
- Identification par ACF-USA de 1500 ménages bénéficiaires des semences vivrières via les foires aux semences.

Besoins humanitaires non couverts

Dans l'ensemble de la province, de nombreux besoins ont été identifiés, certains préalablement, et nécessitent une réponse. Les besoins principaux suivants ont été observés :

Territoire de Beni

- Prise en charge médicale de malades affectés par le choléra dans la zone de santé de Mutwanga. Cette épidémie est rapportée dans plusieurs aires de santé de cette zone de santé ;

Territoire de Lubero

- Riposte contre la fièvre aphteuse bovine dans ce Territoire. Depuis le mois de mars 2012, cette épidémie préoccupe la communauté locale ;
- Réhabilitation de la route Kasisi – Bukununu, longue de 15 km (au sud-ouest) identifiée par la communauté humanitaire comme prioritaire pour faciliter le désenclavement de la zone et l'accès à près de 35 000 habitants, victimes à plusieurs reprises de conflits armés et déplacements multiples.

Territoire de Masisi

- Bâches pour les déplacés des sites spontanés de Kibabi ;
- Latrines pour le site spontané de Kibabi et latrines familiales pour les villages de Rubaya et Kinigi qui ont accueilli de nombreux déplacés ;
- Accès dans les groupements Ufamandu I et II où de nombreux besoins humanitaires sont rapportés ;
- Besoin d'équipements au centre de santé de Katoyi ;
- Vivres pour déplacés de Masisi Centre et ceux des camps CCCM de la zone de Kitchanga.

Territoire de Rutshuru

- Assistance en biens non alimentaires (abris et ustensiles de cuisines) pour les personnes retournées ;
- Assistance en sécurité alimentaire (vivres et semences) pour les personnes retournées dans leurs zones d'origine.

Territoire de Walikale

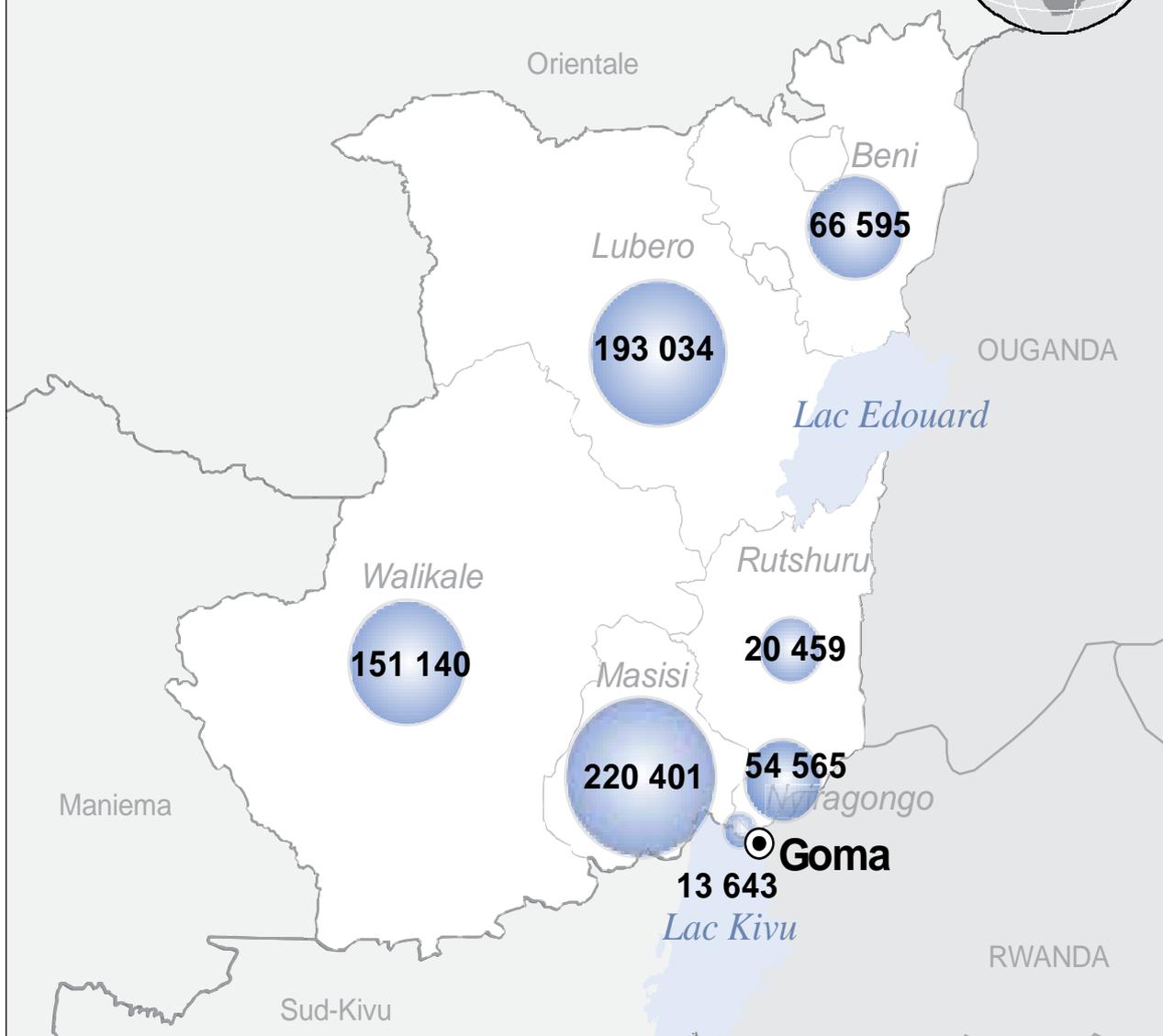
- Plaidoyer pour le financement des travaux du tronçon routier Itebero – Otobora, long de 56 km, au sud et la réhabilitation du tronçon routier Kibati – Mungazi (10km), à l'est ;

Caroline Péguet, Chef de Bureau ad intérim, OCHA Nord Kivu, peguet@un.org, tél. +243 970 003 765
 Imane Cherif, Chargée d'information publique, OCHA Nord Kivu, cherif1@un.org, tél. +243 999 309 956
 Vicky Prekabo, Assistant Principal à l'information publique, OCHA Nord Kivu, prekabo@un.org, tél. +243 998 604 373
 Yvon Edoumou, Responsable de l'information publique et du plaidoyer, OCHA RDC, edoumou@un.org, tél. +243 970 003 750

Nord-Kivu: Personnes déplacées



Total : 719 301 personnes déplacées
depuis janvier 2009 (au 25 août 2012)



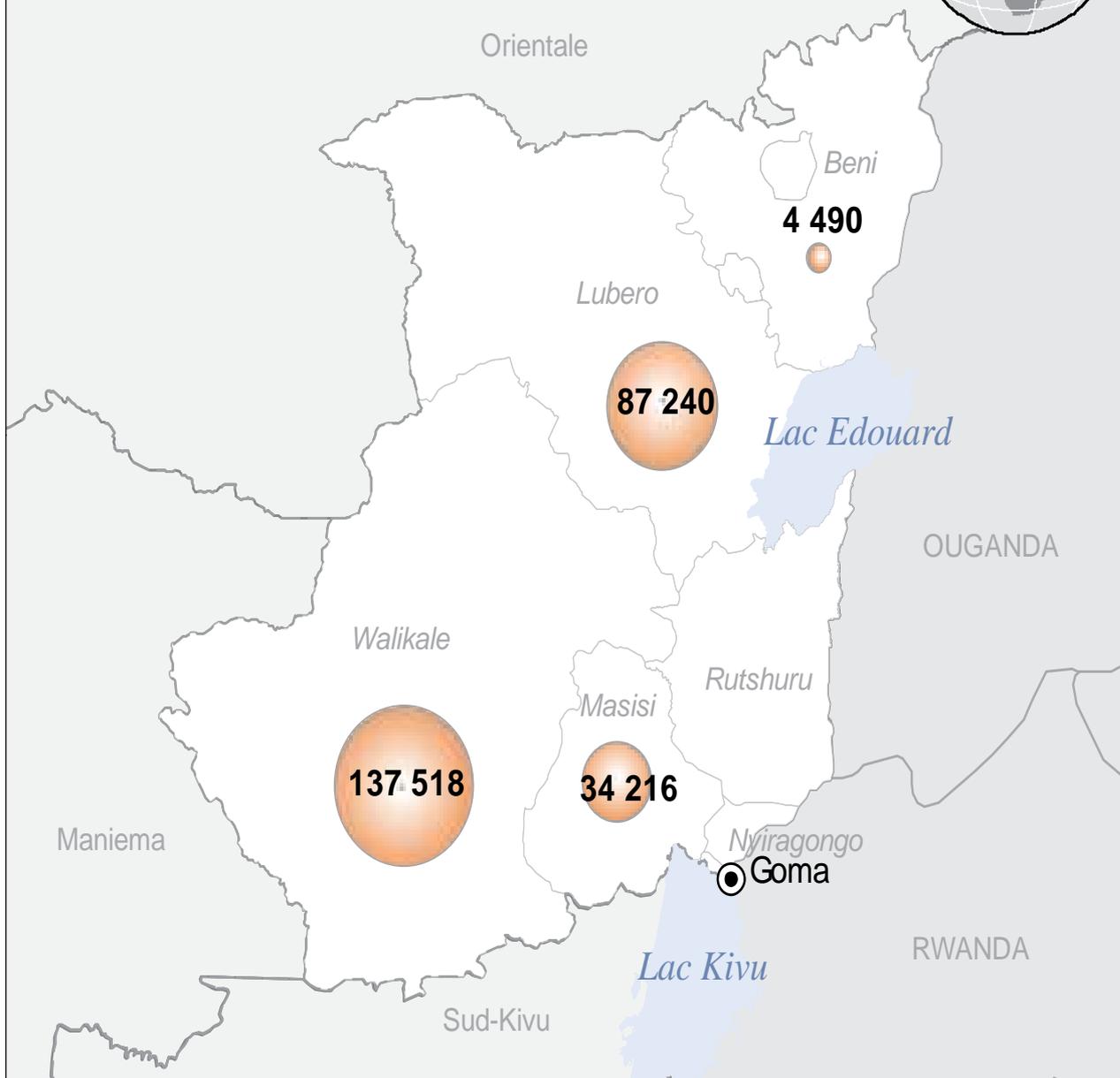
Sources: ESRI, Europa Technologies, UNCS, RDC, OCHA et partenaires.

Les Nations Unies ne sauraient être responsables de la qualité des limites, noms et désignations utilisées sur cette carte. Date de production : Sept. 2012

Nord-Kivu : Personnes retournées



Total: 263 464 personnes retournées
depuis mars 2011 (au 25 août 2012)

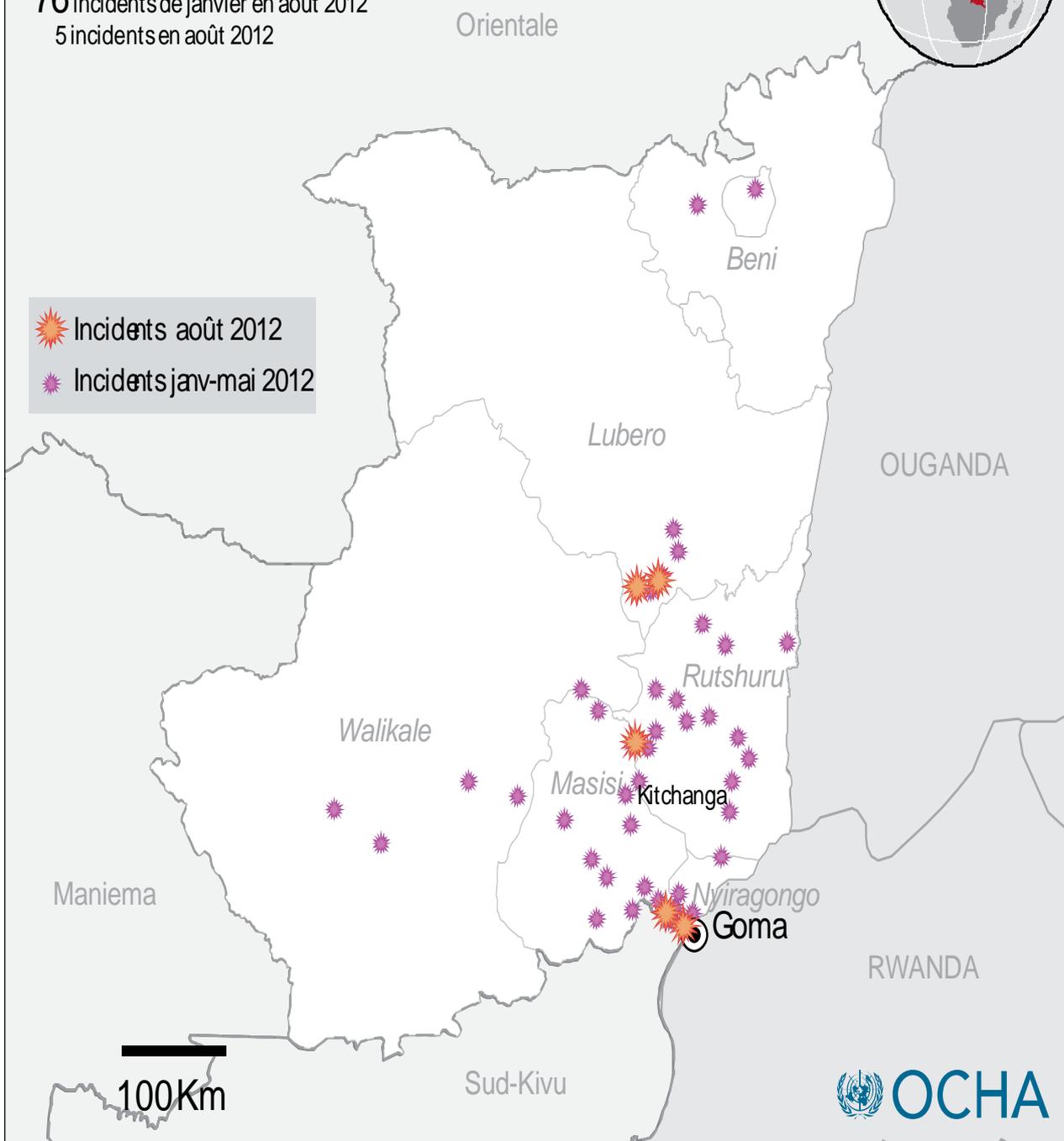


Sources: ESRI, Europa Technologies, UNCS, RDC, OCHA et partenaires.
Les Nations Unies ne sauraient être responsables de la qualité des limites, noms et désignations utilisées sur cette carte. Date de production : Sept. 2012

Nord-Kivu : Incidents sécuritaires contre les humanitaires en 2012



76 incidents de janvier en août 2012
5 incidents en août 2012



Sources: ESRI, Europa Technologies, UNCS, RDC, OCHA et partenaires.
Les Nations Unies ne sauraient être responsables de la qualité des limites, noms et désignations utilisées sur cette carte. Date de production : Sept. 2012